

**Nations unies - Séance
d'information du conseil de sécurité
sur la génération stratégique des
forces - Intervention du
représentant permanent de la
France auprès des Nations unies et
président du conseil de sécurité**
(New York, 05 octobre 2017)

Monsieur le Secrétaire général adjoint,

Cher Collègues,

Je remercie chaleureusement chacune et chacun d'entre vous pour vos interventions qui mettent en lumière l'une des dimensions essentielles dont dépend l'efficacité du maintien de la paix : la génération stratégique des forces.

La France est heureuse d'avoir pu organiser cette séance d'information pendant sa présidence, en partenariat avec le Royaume-Uni. Je me réjouis que le Bangladesh et le Canada aient pu partager leurs expériences et leur vision. Je remercie également le secrétariat pour son investissement dans ce chantier majeur et le secrétaire général adjoint Jean-Pierre Lacroix pour son intervention particulièrement éclairante.

La problématique de cette séance tient à un constat évident : sans forces adéquatement formées, équipées et commandées, les opérations de maintien de la paix ne peuvent réussir. Dans ce contexte, la génération stratégique des forces doit répondre à au moins trois exigences : lucidité, innovation et globalité.

1/. Tout d'abord, la génération des forces doit nous amener à être lucides et pragmatiques sur les besoins qui existent au sein des opérations de maintien de la paix.

La génération des forces doit s'appuyer sur l'identification des lacunes actuelles, des éléments obérant la performance des opérations. Cet impératif s'inscrit bien entendu dans un temps court : il faut constamment adapter les capacités des OMP actuellement déployées et mobiliser les capacités critiques qui permettront de répondre de manière rapide et adaptée à une situation par définition changeante sur le terrain.

Mais la génération des forces s'inscrit également dans le long terme : elle est l'outil par lequel nous pouvons construire le maintien de la paix de demain. À travers elle, les Nations unies doivent anticiper les capacités en personnels, en équipements, en technologies, qui permettront

de répondre aux conflits dans cinq, dix ou vingt ans. Le dialogue trilatéral entre le conseil, les pays fournisseurs de contingents et le secrétariat apporte une contribution significative à ce processus. De cette approche doit émerger une vision des possibles pour le maintien de la paix ; le conseil doit s'en nourrir pour établir des mandats à la fois ambitieux et réalistes pouvant répondre aux défis du terrain.

Nous nous réjouissons des travaux déjà entamés pour concrétiser cet objectif, notamment à New York, Londres et Paris en 2015 et 2016 et le mois prochain à Vancouver. Je tiens à saluer l'engagement du Canada pour la pleine réussite de cette réunion ministérielle importante.

Outre les besoin en matière médicale, aérienne, technologique ou encore de génie, la conférence de Paris sur le maintien de la paix en environnement francophone a ainsi permis de rappeler une autre exigence : les OMP doivent disposer des compétences linguistiques en phase avec la langue des pays concernés si elles veulent pouvoir contrer efficacement les menaces, gagner la confiance des populations et poser les fondations d'une paix durable. Pour répondre à cet impératif, la France, en partenariat avec l'organisation internationale de la francophonie, l'OIF, et ses États membres, a mis en place des programmes linguistiques à destination des pays-contributeurs de troupes non-francophones. À travers l'observatoire Boutros-Ghali pour le maintien de la paix créé en octobre 2016, elle soutient les efforts entrepris par les pays contributeurs de troupes francophones afin de développer leur participation aux opérations de maintien de la paix. Comme je l'ai indiqué hier à l'occasion d'une table ronde organisée au siège de la représentation permanente de l'OIF, je tiens à renouveler l'invitation adressée à tous les États membres qui le souhaitent à rejoindre cette initiative et à s'associer à son pilotage.

2/. Forte de cette nécessaire lucidité, la génération de force doit être guidée également par l'ambition et l'innovation.

L'établissement du système de génération de forces et de capacités (le PCRS) au sein du DOMP a constitué une avancée historique pour le maintien de la paix. Il permet d'identifier un réservoir de forces formées, équipées, dotées d'une doctrine d'emploi et opérationnelles, et de le déployer en moins de 60 jours. Nous saluons l'engagement des pays contributeurs de troupes qui, comme le Bangladesh, se sont engagés dans ce mécanisme. Nous soutenons les efforts de ces pays comme du secrétariat pour continuer de le développer et de l'affiner.

À cette innovation en ont répondu de nombreuses autres. La conférence de génération de forces pour la MINUSMA, qui s'est tenue en mai dernier, a ainsi constitué une étape majeure pour la prévisibilité des capacités du maintien de la paix. Nous saluons ainsi l'initiative de plusieurs États membres, parmi lesquels les Pays-Bas, l'Allemagne, la Jordanie et la Belgique, mais également la Norvège et le Portugal, de se coordonner pour fournir des moyens de transport aériens, selon un plan pluriannuel. Une telle démarche a donné des perspectives opérationnelles solides à la mission. Nous ne devons cependant pas relâcher nos efforts car, 18 mois après l'augmentation du plafond de troupes autorisée par le conseil de sécurité, la mission souffre aujourd'hui encore d'un déficit de près de 2.500 hommes qu'il est essentiel de combler dans le contexte sécuritaire actuel.

Le développement de tels engagements conjoints, associant plusieurs États membres pour

générer des capacités critiques, doit être encouragé. Ces dispositifs tirent parti des capacités et des complémentarités de chacun en termes d'offres de troupes, de formation, de financements ou d'équipements. La France y est pleinement engagée, en fournissant notamment des formations pré-déploiement mais aussi opérationnelles à plus de 25.000 militaires africains par an, pour beaucoup déployés dans les OMP.

Nous devons collectivement favoriser le développement des partenariats triangulaires, y compris en tirant parti des initiatives régionales.

3/. J'en viens à mon dernier point : pour porter ses fruits, la génération de forces doit s'inscrire dans une approche globale.

La question du déploiement et du soutien des capacités générées est un élément clé. Les efforts de modernisation du déploiement stratégique doivent s'amplifier pour que ces unités puissent se trouver au plus vite sur le terrain, dès le besoin identifié. Le soutien opérationnel et stratégique doit lui aussi être adapté pour que ces unités puissent faire la différence sur le long terme en disposant de ressources appropriées. Les questions de soutenabilité et de soutien médical doivent également être au coeur de nos préoccupations. La modernisation des procédures de gestion, notamment à travers la délégation et la responsabilisation au plus près du terrain, doivent aussi contribuer à la performance du maintien de la paix.

L'approche globale nécessite aussi de regarder au-delà des contingents militaires : c'est également dans les domaines policier et civil que la mobilisation des capacités adéquates est indispensable. Sur bien des théâtres, l'augmentation de la part des femmes au sein des unités de police des Nations unies doit ainsi permettre de mieux répondre aux missions qui sont confiées à ces unités. Les composantes civiles doivent bénéficier de l'expertise nécessaire pour mener à bien leurs tâches. Dans tous les cas, la compétence linguistique est, là encore, indispensable à la réussite du maintien de la paix.

C'est fort d'une telle vision lucide, innovante et globale du maintien de la paix que nous pourrions nous assurer ensemble que les Nations unies, à travers leurs opérations de maintien de la paix, continuent de répondre aux attentes et aux espoirs de tous. Soyez assurés de l'engagement résolu de la France en ce sens./.